

REPUBLIQUE FRANCAISE	dossier n° DP 95 254 20 B0007
<div data-bbox="336 185 520 378" data-label="Image"> </div> <p data-bbox="215 450 641 483">Commune de FREMECOURT</p>	<p data-bbox="839 232 1386 423"> date de dépôt : 16/12/2020 demandeur : Madame Sophie DARDENNE pour : Clôture adresse terrain : 9 Chemin de la Marette à Frémécourt (95830) </p>

ARRÊTÉ *N°3 du 04/03/2021*

**De non opposition à une demande de Déclaration préalable
au nom de la commune de FREMECOURT**

Le Maire,

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 16/12/2020 par Madame Sophie DARDENNE demeurant 9 Chemin de la Marette à FREMECOURT (95830);

Vu l'objet de la demande :

- Pour : Clôture ;
- Sur un terrain situé 9 Chemin de la Marette ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 31 décembre 1913, modifiée, sur les Monuments Historiques ;

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/2008, mis à jour le 24/01/2017 ;

Vu l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 29 janvier 2021 ;

Considérant toutefois que la propriété concernée est dans un lotissement moderne situé en zone UH du PLU, et qu'il n'y a aucune co-visibilité entre l'église, monument historique à protéger, et la propriété concernée, qui sont distantes l'une de l'autre de près de 400 mètres ;

Considérant les préconisations de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, qui proscrivent l'utilisation de pierres de parement, qui présentent un effet disgracieux :

ARRETE

Article 1 : La demande de Déclaration préalable est **ACCEPTEE**, sous réserve de remplacer le parement de fausses pierres du mur en parpaings par un enduit gratté de couleur pierre.

*Remis en main
pour le 6/3/21*

[Signature]



Le

04/03/2021

Le Maire

Stéphane BALAN

[Signature of Stéphane Balan]

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.